



## **Marches européennes / Euromarches contre le chômage, la précarité et les exclusions.**

### **Non à la directive Bolkestein! Pour des normes sociales européennes!**

Pourquoi demandons nous le retrait de la directive Bolkestein ? Beaucoup d'allemands ne vont-ils pas en Hongrie pour se faire soigner les dents? Ou bien pour une cure en Slovaquie, parce que c'est moins cher , mais aussi parce que la formation professionnelle dans ces pays y est meilleure? Pourquoi le médecin de Slovaquie ne pourrait-il pas s'établir aussi à l'Ouest? Un avocat allemand ne cherche-t-il pas volontiers du travail en Suède ou en Italie? Des jeunes informaticiens français travaillent à Londres ou Amsterdam etc..N'est-il pas absurde de pouvoir acheter et vendre librement au sein du marché intérieur européen des chaussures, du fromage ou des téléviseurs, mais pas des services?

Où est le problème? Le médecin slovaque, l'avocat allemand, l'informaticien français ou l'artisan polonais peuvent aujourd'hui s'établir déjà dans un autre pays de l'UE. La question, dont il s'agit ici, est de savoir à quel prix et niveau de qualité ils offrent leurs services.

Les normes de qualité dans les professions artisanales ou les services publics comme la santé et l'éducation se sont historiquement développées avec les associations professionnelles, consolidées socialement et régulées juridiquement dans le cadre des états-nations, avec des spécificités propres à chaque pays. Et les prix des services sont différents parce que le coût de la vie et les ressources des pays de l'UE respectifs sont très éloignés les uns des autres.

Dans un marché intérieur européen, ces différences génèrent dumping social, salarial et baisse de qualité, s'il n'y a pas à l'échelle communautaire des normes pour des qualifications professionnelles, la qualité des services et les coûts de main-d'oeuvre.

Les principes de la directive Bolkestein, dans la même logique de la « concurrence libre et non faussée » du projet de Traité constitutionnel, généralisent le nivellement par le bas de ces normes ou leur disparition, d'autant plus qu'en même temps, dans les différents pays de l'UE, les néo-libéraux détruisent les codes du travail acquis précédemment.

Nous sommes évidemment pour la libre circulation de toutes les travailleuses et de tous les travailleurs, mais dans le cadre du respect des normes des pays où ils exercent une activité et surtout pour une harmonisation européenne urgente et par le haut de celles-ci, seul moyen pour éviter les replis nationalistes.

Dans ce but, les Marches européennes/Euromarches défendent les revendications communes suivantes pour unifier nos luttes pour une autre Europe dans un autre monde.

- pour un salaire minimum et des minima sociaux européens (allocations, retraites) proportionnels à titre transitoire, aux ressources de chacun des pays.
- pour l'harmonisation fiscale concernant tous les revenus, notamment les bénéfices des entreprises, afin de décourager les délocalisations.
- pour l'augmentation du budget de l'UE, afin de développer rapidement les régions défavorisées.
- pour la réduction massive et coordonnée du temps de travail
- pour l'arrêt du processus de Lisbonne et de la chasse aux chômeurs
- pour le droit à la formation et à l'emploi
- pour le renforcement des services publics concernant en particulier l'éducation, la santé, la culture et les biens communs.

**Solidarité des mouvements sociaux à l'Est et à l'Ouest, au Nord et au Sud de l'Europe!  
Répondons à la globalisation des marchés par la globalisation de nos luttes  
pour des standards sociaux européens et mondiaux!**

**EUROMARCHES**

**Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions**

**E-mail : [euromarches@ras.eu.org](mailto:euromarches@ras.eu.org)**

**Site : [www.euromarches.org](http://www.euromarches.org)**

